

Lyon le 31 mars 2009



La crise économique, amplifiée par la crise financière internationale, touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus. Alors qu'ils n'en sont en rien responsables, les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, sont les premières victimes de cette crise. Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes.

La recrudescence des suppressions d'emploi et l'utilisation exponentielle du chômage partiel contribuent à amplifier la récession.

En France, le gouvernement a pris des mesures censées privilégier le maintien de l'activité économique et donc l'emploi, au détriment du pouvoir d'achat des salariés.

Le patronat, au lieu d'adopter une attitude solidaire en temps de crise, préfère défendre les intérêts de court terme, privilégiant les actionnaires plutôt que les salariés et l'outil de travail, ce qui a pour conséquence des suppressions d'emplois, la fin de l'intérim, des baisses des salaires.

Madame Parisot, Présidente du MEDEF, s'illustre par des déclarations méprisantes à l'égard des salariés tandis que les dirigeants de grandes entreprises s'octroient des primes ou des stock options scandaleuses, quand il ne s'agit pas de parachutes dorés lorsqu'ils abandonnent des entreprises en difficulté.

Cette situation est encore plus scandaleuse lorsque des entreprises, qui ont reçu des aides de l'Etat ou des Collectivités locales pour s'implanter et se développer, plus particulièrement dans le cadre du plan de relance économique, licencient, délocalisent, ferment des entreprises brutalement, sans souci aucun du sort des salariés, de leurs familles et de l'environnement économique et social de l'entreprise.

Les salariés de l'éducation et de la recherche se mobilisent le jeudi 2 avril 2009 pour défendre leur emploi et le service public de l'éducation et de la recherche. A Lyon, ils manifesteront à 14h (place des Terreaux) et une marche aux flambeaux est organisée à 19h30 (place de la Comédie).

Les Unions Départementales Interprofessionnelles Cfdt, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA du Rhône apportent leur entier soutien à leur combat.